

Un reportage en trois parties (1/3)

À l'approche des élections européennes, nous nous sommes rendus sur plusieurs frontières extérieures de l'Union pour observer de près le rôle de Frontex, l'Agence européenne de gardes-frontières et de gardes-côtes, dont le mandat sera bientôt élargi. Où Frontex envoie-t-elle des agents ? Quelles sont les opérations terrestres qu'elle mène pour lutter contre la criminalité transfrontalière ? Réponses à travers trois reportages. Aujourd'hui, rendez-vous à la frontière entre la Pologne et l'Ukraine, à Medyka. La version enrichie de notre reportage (photos, vidéos, infographies) est en ligne sur le site Lalibre.be.

Fonds pour le journalisme

Aux frontières extérieures, le bal des policiers européens

Reportage Sarah Freres
Envoyée spéciale à Medyka (Pologne)

Quand quelqu'un traverse cette ligne, il n'entre pas seulement en Pologne, il entre en Europe. Demain, il peut être à Bruxelles. Après-demain, en Espagne ou au Portugal..." Paolo, un officier de police portugais détaché à Medyka, en Pologne, se tient sur une ligne rouge. Devant lui, des voitures font la queue pour sortir d'Ukraine. Des champs bordent le poste-frontière. La terre y a été retournée sur une quinzaine de mètres: sept et demi côté ukrainien, sept et demi côté polonais. "Si quelqu'un passe la frontière, il nous suffit de suivre les traces de pieds dans la boue. À dix kilomètres d'ici, il y a une tour de contrôle avec des caméras de surveillance (infrarouge et thermique) qui balaient l'horizon. Quand les conditions météo sont bonnes, elles peuvent voir jusqu'ici. Une deuxième tour va être installée de l'autre côté du BCP (border check point, NdIR). Peut-être qu'un jour on aura une barrière comme en Hongrie. Mais je ne pense pas. On n'en a pas besoin ici, on a suffisamment d'équipements", explique Piotr, un officier qui ressemble comme deux gouttes d'eau au caporal Blutch dans Les Tuniques bleues. Des quatorze postes de la région (dont onze sur la frontière ukrainienne), le BCP de Medyka est le plus fréquenté: 14 000 piétons et 2 600 véhicules y passent chaque jour dans les deux sens. À cela, il faut ajouter les camions et les trains de passagers et de marchandises. Le poste est équipé de détecteurs d'explosifs et de radioactivité ("ils sont très puissants et réagissent même si quelqu'un a suivi un traitement aux isotopes pour guérir du cancer"), mais aussi de battements de cœur ("le plus souvent, celui des souris dans les camions"). Il y a des



J.C. GUILLAUME

Frontière polono-ukrainienne
Une barrière, il y en a bien une. Ou plutôt une simple clôture, sortie de terre quand la Pologne appartenait au camp soviétique.



J.C. GUILLAUME

Régulièrement en mission
Tous les officiers de la Bieszczady BGRU font partie d'un pôle de gardes-frontières et sont déployés en mission pour Frontex dans d'autres pays européens.

Union européenne

- L'Agence européenne de gardes-frontières et de gardes-côtes est amenée à s'agrandir.
- Elle fonctionne grâce aux agents envoyés par les États membres.
- Déployés pendant trois mois, ils vont et viennent en Europe, comme des étudiants en Erasmus.



JEAN-CHRISTOPHE GUILLAUME

Enquêteur au Portugal, Paolo est un spécialiste des voitures volées. En Pologne, il peaufine ses connaissances en documents frauduleux. C'est sa première mission pour Frontex.

qui ressortent en couleurs fluo dans le lecteur de documents prouvent qu'il est authentique. "Premier bon signe", glissent Paolo et Piotr. Un séjour en Afghanistan, un autre en Jordanie, un transit en Turquie et des tampons dans différents pays africains nourrissent, toutefois, des suspicions. "Si vous passiez la frontière avec ce passeport, on vous aurait signalé aux services secrets", lâche Paolo.

La même voiture ici et à Valence!

Chaque matin, après avoir bu son café et fumé son cigare (il en grille trois par jour), Paolo se rend au terminal des voitures, son terrain de jeu. "Le jour où j'ai commencé, on a découvert une Lexus volée! Tout était bon: le numéro de châssis, la plaque d'immatriculation (espagnole), les pièces, les données... Mais un de mes collègues me répétait que quelque chose n'allait pas. J'ai contacté les autorités espagnoles pour leur demander une faveur. Ils ont accepté de vérifier et il se trouve que la version originale était garée à Valence! Quand il y a deux voitures jumelles dans le monde, ça signifie que l'une des deux est volée. Et il faut trouver l'originale pour le prouver", explique-t-il. À la fin de sa journée, Paolo enverra un rapport au Centre de situation de Frontex (lire ci-contre).

Ce travail peut s'avérer décourageant: le crime organisé a toujours une longueur d'avance. "Il faut en être conscient et ne pas se laisser abattre. Parmi les vols, on compte de moins en moins de voitures entières et de plus en plus de pièces détachées. Ce qu'on peut trouver dans les véhicules est assez dingue. Un jour, on a même déniché un petit hélicoptère", se souvient Piotr. Derrière lui, un agent ouvre le coffre d'une camionnette, rempli de moteurs de bateaux et de pneus. Par-delà l'entrée du BCP, la file s'étend sur quelques kilomètres. Les moteurs ronronnent, les passagers sortent pour

profiter du soleil. Dans la file piétonne, certains s'impatientent et chantent une chanson invitant les officiers à travailler un peu plus vite. Il faut une minute pour vérifier l'identité d'une personne, trente minutes à une heure pour "innocenter" une voiture. En 2018, Frontex a saisi 396 véhicules volés. Trois Joint Action Days (des opérations internationales organisées par l'agence visant à lutter contre les organisations criminelles) ont permis la saisie de 530 voitures, 12 tonnes de tabac et 1,9 tonne de différentes drogues. Quelque 390 cas de fraudes aux documents de voyage ont été identifiés et 117 passeurs arrêtés.

"Avant 2015, je ne connaissais pas Frontex"

Le travail des gardes-frontières est loin de refléter l'ensemble des tâches gérées par Frontex, surtout connue du grand public depuis la crise de l'asile en Europe et pour le volet "migration" dont elle se charge (sauvetages en mer, identification des migrants et rapatriements). "Je n'avais jamais entendu parler de Frontex avant la crise de 2015. J'ai appris son existence à la télévision et je suis allé me renseigner sur Internet", admet Paolo.

Les images des migrants traversant la Méditerranée l'ont bouleversé. "Je trouve ça tellement normal de vouloir une vie meilleure. Quand on voit les risques qu'ils prennent, on se dit qu'ils doivent vraiment être désespérés. Je me souviens que je regardais ma fille qui se plaignait de son nouvel iPhone qu'elle trouvait déjà trop vieux. Je me suis dit que j'étais très bien loti et que je pouvais peut-être faire quelque chose. J'ai décidé de déposer ma candidature. Je ne savais pas où j'allais être envoyé et j'ai fini ici, à Medyka. Ce n'est pas la même chose que de sauver des vies mais, dans quelques années, je pourrai dire que j'ai fait quelque chose. Que je ne suis pas resté les bras croisés chez moi, à regarder ma fille et son iPhone".

Dans le Situation Center, cœur névralgique de la surveillance

Le centre névralgique de l'Agence européenne de gardes-côtes et de gardes-frontières (Frontex) se trouve dans son siège principal, à Varsovie. Une douzaine d'agents s'y relaient en permanence pour surveiller les frontières extérieures de l'Union européenne. Devant eux, trois larges écrans meublent les murs. Des points verts apparaissent sur celui du milieu, le plus large, principalement près des côtes grecques et espagnoles. Ils représentent diverses "détections" en mer (sauvetages en mer, navires suspects, etc.). Sur une autre carte, ils se concentrent près des frontières terrestres de l'Albanie, de la Hongrie, de la Bulgarie et de la Grèce. À gauche, une carte affiche d'autres informations portant sur les "incidents" (trafics de drogues, voitures volées, migration irrégulière, etc.) détectés aux postes-frontières par les États membres.

Le Centre de situation de Frontex (FSC) est une sorte de plate-forme où parviennent toutes sortes d'informations qui servent à effectuer des analyses de risques et à constater. Il les compile et les transmet ensuite aux autorités nationales, à Europol ou encore à la Commission européenne. Sur demande, Frontex peut également suivre, par exemple, tel vaisseau ou telle camionnette grâce au système européen de surveillance des frontières baptisé Eurosur, un système de coopération entre les États membres de l'Union européenne et Frontex, qui "vise à prévenir la criminalité transfrontalière et la migration irrégulière, et à contribuer à la protection de la vie des migrants". Pour tout ce qui touche à l'observation terrestre et maritime, Frontex exploite ainsi les capacités du Centre satellitaire de l'Union européenne, de l'Agence européenne pour la sécurité maritime et de l'Agence européenne de contrôle des pêches.

S. F.

À l'approche des élections européennes, nous nous sommes rendus sur plusieurs frontières extérieures de l'Union pour observer de près le rôle de Frontex, l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes, dont le mandat sera bientôt élargi. Où sont déployés ses bateaux ? Qu'arrive-t-il aux migrants repérés par ses officiers ? Que se passe-t-il aux frontières où elle est absente ? Réponses à travers trois reportages. Aujourd'hui, rendez-vous aux frontières maritimes et terrestres entre la Grèce et la Turquie. La version enrichie de notre reportage (photos, vidéos, infographies) est en ligne sur lalibre.be.

Fonds pour le journalisme

Empêcher les migrants d'entrer, sauver ceux qui y parviennent

Reportage Sarah Freres
Envoyée spéciale à Molyvos (Grèce)

Il n'y aura pas d'embarcations pneumatiques ce soir. Vous voyez ces deux lumières intenses ? Ce sont des bateaux de pêche turcs. Ils éclairent trop la mer, les bateaux de migrants seraient facilement repérables. On ne sait pas à quel point les trafiquants d'êtres humains préparent les traversées. Prennent-ils en compte la hauteur des vagues, la lumière de la lune, la force du vent ? Peut-être. Ce qui est sûr, c'est que le trafic d'êtres humains est un business comme un autre et ils doivent en prendre soin pour avoir des clients. Ils ne prendraient pas le risque que ceux-ci soient vus dans les eaux turques." Accompagnée par un officier de liaison grec, une équipe de Frontex, l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes patrouille en mer Égée, entre Molyvos (Lesbos) et Babakale (Turquie).

Quarante minutes pour entrer en Europe

Presque pleine, la lune éclaire les deux côtes séparées par six milles marins, soit onze kilomètres à peine. Le ciel est dégaagé, les vagues font moins d'un mètre, le vent vient du sud-sud-est et souffle avec une force de sept nœuds. Le commandant de bord, Joao Lourenço, s'approche lentement des eaux territoriales turques. Il est quasiment impossible de repérer qui que ce soit à l'œil nu et donc possible de se heurter à ceux qui naviguent sans éclairage.

Dans la cabine de conduite, la radio crache des mots en portugais. Le capitaine répond. Un bateau est entré dans les eaux grecques sans autorisation. Après vérification, il s'agit de pêcheurs turcs. L'équipe de Frontex se rapproche. La silhouette du bateau turc surgit de nulle part. Sur l'écran radar, le signal triangulaire qui lui correspond dépasse la frontière et rentre en Turquie, rendant toute intervention impossible. "Parfois, ils agissent de la sorte pour vérifier si nous sommes attentifs", indique Joao Lourenço. Pour autant qu'ils soient dans l'espace grec, l'équipe de Frontex peut monter à bord, soit pour offrir une assistance en cas de besoin, soit pour contrôler le bateau et dresser une amende.

Composée d'un plongeur et d'un agent d'opérations spéciales, l'équipe agit dans le cadre de l'opération Poséidon, tirée du nom du dieu de la mer et des océans dans la mythologie grecque, l'une des trois missions permanentes de Frontex. Objectif ? Surveiller la frontière, avant tout. Et empêcher les embarcations bancales et surchargées de personnes

Union européenne

■ La frontière maritime entre la Grèce et la Turquie est surveillée par les garde-côtes européens. Le nombre de traversées y a chuté.

■ La pression migratoire se déporte vers la frontière terrestre entre les deux pays, où Frontex est quasi absente.

majoritairement d'origine turque, syrienne ou afghane de traverser la frontière maritime entre la Turquie et la Grèce. "Pour cela, il faut agir vite. Ils peuvent effectuer la traversée en quarante minutes à peine et leurs embarcations sont difficiles à repérer parce que leur écho n'est pas renvoyé vers notre radar. Cela complique évidemment notre mission", détaille Joao Lourenço.

Si d'aventure les migrants parviennent à franchir la ligne frontalière, le rôle de l'équipe de Frontex est de les amener en toute sécurité à bon port. Skala Skamineas, dans ce cas-ci, à onze kilomètres de Molyvos. Dans la nuit noire tombée sur la mer Égée, le halot du phare de Kagia, à gauche du port de Skamineas, clignote. Un repère pour ceux qui tentent la traversée. "Le phare est toujours allumé alors que le château de Molyvos éteint toutes ses lumières après minuit. Et comme tout le monde sait que là où il y a un phare, il y a un port, c'est vers là qu'ils se dirigent", continue le capitaine.

Sept heures de surveillance nocturne

Sur les hauteurs de Skamineas, une autre équipe composée de deux techniciens et de deux agents de surveillance scrute d'un œil attentif la zone couverte par leurs collègues en mer. L'itinéraire est déterminé à l'avance par les garde-côtes grecs, qui envoient leurs ordres au siège de Frontex à Varsovie et qui sont ensuite transmis au team leader déployé à Lesbos. Ce dernier est en charge de la coordination entre l'équipe terrestre – dite TVV pour Thermovision Vehicule – et l'équipe maritime.

"Nous travaillons ensemble. Eux en bas et nous en haut. Nous sommes leurs yeux et ils sont nos mains", résume Francisco Silva, en montrant dans ses jumelles le bateau de patrouille de Joao Lourenço. Les bateaux de pêche et de patrouille sont repérables grâce à l'éclairage dans la cabine de conduite et aux vagues qu'ils forment lorsqu'ils sont en mouvement. Les embarcations pneumatiques, plus difficiles à détecter, sont trahies par leur mode de navigation. "La plupart des gens qui sont dans ces bateaux ne savent pas naviguer et avancent en zigzag", avance Francisco Silva en dessinant un Z dans le ciel. "En bas", à quelques mètres à peine de la limite qui sépare la Turquie et le monde oriental de l'espace Schengen, le plongeur portugais balaie l'horizon – un swipe dans le jargon – à l'aide d'une paire de jumelles thermiques. Après chaque patrouille, ils transmettent à Frontex toutes les données récoltées pendant la nuit.

En chemin vers Skala Skamineas, la discussion dérive vers la politique migratoire. L'incapacité des dirigeants européens à s'accorder sur une approche globale et solidaire des premiers pays d'entrée, comme la Grèce, n'est pas ménagée. Trois ans jour pour jour avant ce reportage, l'accord signé entre l'Union européenne et la Turquie entraine en vigueur en Grèce. Depuis, le nombre de traversées en mer a chuté. Résultat : l'opération Poséidon s'est diversifiée au fil des années et couvre différents aspects, comme la pollution maritime et la criminalité transfrontalière. "Parfois, nous contrôlons des bateaux de pêche dont le comportement est suspect. Les sauvetages (NdLR : Search and Rescue ou SAR) constituent toutefois le plus gros de notre mission, même si la situation n'a plus rien à voir avec celle de 2015", avance Joao Lourenço, qui terminera bientôt sa première mission pour Frontex.

"Les enfants, c'est ça dont je me souviendrai"

"Les enfants, c'est ça dont je me souviendrai. Leur regard quand ils nous aperçoivent. Le soulagement sur leur visage quand on les ramène à bord. Quel sacrifice ils font... Parmi les gens que nous sauvons, il y a beaucoup de jeunes garçons. Trop jeunes pour être capables de prendre soin d'eux-mêmes...", expose le commandant de bord. En près de deux mois, il estime avoir sauvé entre 80 et 100 personnes.

À bord, on ne soucie guère de la procédure qui suit un sauvetage. Insensibles, les garde-côtes européens ? La critique est trop facile, mais ne les épargne pas, notamment de la part des ONG qui "n'aiment pas Frontex". Entre collègues, ce sujet est évité. Tout comme celui de la politique migratoire ou des différents rôles de Frontex, également impliqué dans l'enregistrement et l'identification des migrants débarqués par les trois collègues portugais.

Au fil de la conversation, on comprend que si le sujet est tabou, c'est parce qu'il est tout simplement compliqué à appréhender dans sa globalité. Et qu'il soulève trop de questions, trop de contradictions, qui dérangent, qui arrangent, qui laissent songeur et auxquelles aucun policier ou garde-côte seul au milieu de la mer n'a de réponse adéquate, si ce n'est celle-ci : je joue le rôle qui m'a été assigné. Ce qui, en ce qui concerne les sauvetages, n'est pas si différent du rôle des ONG, relève l'équipe qui ne nie pas l'importance de ces organismes. Car personne ne parvient à sauver tout le monde. En attestent les corps d'une petite fille et d'une femme, recrachés par la mer une semaine plus tôt.



L'opération Poséidon, en mer Égée, est l'une des trois opérations permanentes de Frontex. Les deux autres, Indalo et Themis, se déroulent au large de l'Espagne et de l'Italie.

L'Evros, région délaissée par les gardes-frontières européens

La gare de Marasia semble aussi abandonnée que le village du même nom. Derrière un panneau jaune et rouge signalant le passage de trains à vapeur, un cours d'eau ruisselle dans le calme. La rivière Evros, large d'une dizaine de mètres à peine à cet endroit, forme la frontière naturelle entre la Grèce et la Turquie sur près de 200 kilomètres. Depuis l'accord entre l'Union européenne et la Turquie et la fermeture de la route des Balkans, la pression migratoire sur la Grèce, qui se concentrait ces dernières années sur les îles en mer Égée, se déporte vers l'Evros. "Aujourd'hui, le problème n'est plus à la barrière mais dans la rivière", assure Paschalis Siritoudis, le directeur de la police du département d'Orestiada. À une centaine de mètres de la gare, les bois qui longent la rivière sont jonchés de bateaux dégonflés, de rames, de chaussures d'enfant, d'assiettes en plastique et de vêtements abandonnés.

Un effet de vases communicants

Cette affluence n'inquiète pas vraiment Paschalis Siritoudis. "Avant la construction de la barrière avec la Turquie (celle-ci longe la frontière sur 12 kilomètres dans une zone militarisée, NdLR), 30 000 migrants passaient chaque année. En 2012, nous avons lancé une opération de surveillance à la frontière, du personnel a été recruté. Les années suivantes, ce nombre est tombé entre 1 000 et 3 000 personnes. En 2018, environ 7 000 personnes ont franchi la frontière. Ces chiffres, même s'ils sont moindres, montrent qu'il y a toujours un problème migratoire ici. Mais le flux est sous contrôle, il n'y a aucune comparaison possible avec la situation avant 2012", martèle le colonel, d'une voix tonitruante. Les chiffres du Haut-Commissariat des Nations unies vont bien au-delà de ceux du directorat de police : en 2018, 18 014 personnes sont entrées en Grèce via l'Evros.

"Aujourd'hui, le problème n'est plus à la barrière mais dans la rivière."



Paschalis Siritoudis

Le directeur de la police du département d'Orestiada estime que l'intervention de Frontex n'est pas nécessaire dans la région d'Evros, où la pression migratoire grandit depuis plusieurs mois. L'agence est toujours soumise à la bonne volonté des États membres.

Sept ans plus tard, l'opération Aspida (bouclier, en grec) est toujours en cours. Mais les officiers de Frontex déployés près d'Orestiada en 2010 (surtout pour identifier les migrants) afin de prêter main-forte aux autorités grecques sont partis. Aujourd'hui, l'agence européenne n'est que peu impliquée dans la région : quelques officiers travaillent aux postes-frontières et patrouillent avec les policiers le long de la barrière de barbelés. "Nous avons parlé avec les autorités grecques pour augmenter notre présence mais la décision leur revient. Nous sommes prêts à intervenir s'ils en ressentent le besoin", explique Ewa Moncure, porte-parole de Frontex. À entendre Paschalis Siritoudis, ce n'est pas le cas. "Les officiers grecs, qui effectuent l'enregistrement des migrants irréguliers, prennent leurs empreintes digitales et font le débriefing, sont plus expérimentés que quiconque en Europe", s'exclame-t-il, assis derrière son bureau dans le commissariat d'Orestiada.

Des pratiques illégales

Laissé entre les mains des autorités grecques, l'enregistrement des migrants ne semble pourtant pas garanti, au regard de plusieurs rapports faisant état d'une pratique courante près de la rivière : le pushback, c'est-à-dire le refoulement des personnes qui franchissent la frontière. Ces allégations ont été jugées crédibles par le commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe et le Comité européen pour la prévention de la torture. Confronté à ces accusations, le chef de la police d'Orestiada élude d'abord la question et jure que les migrants interceptés sont pris en charge. Avant de finir par admettre avoir reçu "des informations sur les pushback de la part des ONG". Pas suffisamment pour enquêter, comme recommandé par lesdits commissaire et Comité.

S.F., en Grèce

Un reportage en trois temps (3/3)

À l'approche des élections européennes, nous nous sommes rendus sur plusieurs frontières de l'Union pour observer de près le rôle de Frontex, l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes, dont le mandat sera bientôt élargi. Aujourd'hui, rendez-vous à la frontière serbo-hongroise. La réalisation de ce chapitre a été plus difficile que les précédents, en raison du manque de collaboration de Frontex et des réticences des autorités hongroises à répondre à nos questions portant sur leur coopération. Il aborde la question du respect des droits de l'homme en Hongrie et le rôle que Frontex a pu ou pourrait jouer pour qu'ils soient garantis.

Fonds pour le journalisme

La souveraineté de l'État brandie contre Frontex

Reportage Sarah Freres
Envoyée spéciale à Röske et Budapest (Hongrie)

En Hongrie, la présence de Frontex est décriée au plus haut niveau. Et c'est un euphémisme. Pour Budapest, l'intervention de l'agence européenne de garde-côtes et de garde-frontières n'est pas nécessaire. Son rôle devrait en substance se cantonner à analyser les risques et partager les informations. Ni plus, ni moins. "Nous n'avons pas besoin d'eux. Que ce soit en 2015 ou maintenant, ils n'ont pas vraiment contribué à garantir la sécurité en Hongrie. Ils sont allés sur le terrain pour surveiller la situation, mais on ne l'a pas ressenti. Il faut garder à l'esprit que l'élargissement du mandat de Frontex va de pair avec d'autres propositions, qui vont au-delà de la simple protection des frontières. À Bruxelles, la bureaucratie fait des efforts pour cibler non seulement la souveraineté nationale mais aussi les politiques d'asile. Elle veut décider qui met un pied sur notre territoire", assène Zoltan Kovacs, porte-parole du gouvernement hongrois.

De but en blanc, il pointe du doigt les organisations d'aide aux migrants, "qui leur donnent un coup de main pour entrer en Europe depuis 2015". Ce compris, le Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés, lequel, "comme les ONG, indique aux migrants comment éviter d'être appréhendés et toutes sortes d'autres astuces". Frontex en ferait-elle partie? demande-t-on en entendant cette (fausse) assertion. "Je n'en suis pas sûr. Disons que non", rétorque-t-il.

Un "bluff politique"

Le directeur exécutif de Frontex, Fabrice Leggeri, a beau répéter que l'agence continuera de fonctionner sous l'égide de l'État hôte dans lequel elle opère, cela ne passe pas en Hongrie. La souveraineté nationale est

Union européenne

- En Hongrie, l'intervention des garde-frontières européens n'est pas la bienvenue.
- Déployés à la frontière serbo-hongroise depuis 2015, leur rôle reste flou.
- Un observateur s'interroge : et si Frontex était écartée pour ne pas être témoin de violences policières à la frontière ?

brandie comme étendard contre l'intervention des garde-frontières européens. "Les frontières appartiennent aux États. Nous n'avons jamais eu – et n'aurons jamais – l'intention d'abandonner cela. Frontex existe depuis un certain temps et la suggestion de l'Union européenne (une suggestion devenue réalité depuis, NdLR) d'élargir son mandat vise à retirer la souveraineté nationale aux États membres. C'est un bluff politique plus qu'autre chose. Même avec 10 000 agents, Frontex ne serait pas capable de défendre les frontières de l'Europe. Notre point de vue est partagé en Europe de l'Est mais aussi dans beaucoup de pays d'Europe de l'Ouest. Et les pays qui n'ont pas de frontières extérieures ne nous donneront pas d'ordres", martèle Zoltan Kovacs.

Casser la version de Viktor Orban

Si l'exécutif magyar s'attribue la réussite de la fermeture de la route des Balkans, il oublie de mentionner l'accord entre l'Union européenne et la Turquie, lequel a fait chuter les arrivées de migrants à l'est de l'espace Schengen. "Cet accord a une incidence importante en Hongrie, il suffit de regarder les statistiques pour le constater. Une des pierres angulaires du discours d'Orban (le Premier ministre hongrois, NdLR) est que lui – et lui seul! – protège son pays et la frontière extérieure de l'Union européenne. Il ne pourrait pas vendre cette histoire si une agence européenne qui déploie des officiers en masse s'en occupait. L'agence le priverait d'un argument clé. D'autant que l'absence de Frontex lui permet de blâmer les institutions européennes qui encourageraient l'immigration irrégulière. Ce qu'il dit, c'est : on ne doit pas donner les clés de notre maison à Bruxelles, qui veut ouvrir les portes", ana-

lyse Andras Lederer, conseiller auprès du Comité Helsinki hongrois, un organisme non gouvernemental pour la protection des droits de l'homme.

Manque de transparence

"Nous avons six agents à la frontière serbo-hongroise (500 agents étaient déployés en 2015 contre 143 au total en 2018, NdLR). Je crains qu'ils ne soient pas impliqués dans l'enregistrement des migrants interceptés à la frontière", explique une porte-parole de Frontex, sans préciser la nature de leur mission. Et de nous renvoyer vers les autorités nationales pour obtenir de plus amples informations. Interrogé, le lieutenant-colonel Gergely Czukor a, quant à lui, refusé de répondre à nos questions... en nous recommandant de les adresser à Frontex.

Au terme de ce reportage, le rôle de Frontex n'est toujours pas clair. "Je crois que le mot que vous cherchez est flou", s'enquiert Andras Lederer. Régulièrement en contact avec l'agence, il admet d'emblée ignorer son rôle en Hongrie. "Est-ce que les officiers font de l'administratif? Est-ce qu'ils patrouillent à la frontière? Est-ce qu'ils sont témoins de refoulements collectifs? En tout cas, du personnel de Frontex en a déjà signalé. Mais là non plus, on ne connaît pas leur code de conduite à ce sujet. Est-ce qu'ils font un rapport parce qu'ils assistent à un refoulement ou bien parce qu'ils ont entendu un autre officier en parler? Comment est-ce que ça marche? Ce n'est pas clair", regrette ce conseiller. Qui avance l'hypothèse suivante: et si l'agence était volontairement écartée pour ne pas être témoin de violations des droits de l'homme sur le sol hongrois?



Des migrants s'abritent dans une ferme abandonnée en plein milieu d'une réserve naturelle, non loin de la frontière.



Depuis mars 2017, toute personne interceptée sur le territoire hongrois est systématiquement reconduite à la frontière serbo-hongroise. Certains adolescents en ont fait les frais.



Chaque jour, un biberon est préparé pour un faon qui vit dans le coin. Certains hommes sont là depuis un an et demi. Aucun ne souhaite déposer une demande d'asile en Hongrie.

“Dès qu’on touche la clôture, ils savent...”

Devant la complexité du processus d'asile en Hongrie, l'incertitude de ses résultats et la peur d'être incarcérés pour une durée indéfinie, certains migrants choisissent la voie illégale. Elle est rarement couronnée de succès. Se frayer clandestinement un chemin la nuit au-delà la frontière porte un nom: "The Game". "Dès qu'on touche la clôture, ils savent. Les haut-parleurs crient en farsi, en urdu, en arabe et en anglais. Ils disent 'ne touchez pas la barrière, c'est un crime'... Beaucoup de bla-bla. À partir de ce moment-là, il faut agir vite. Parfois, je parviens à courir pendant un, deux, trois kilomètres. Mais la police nous rattrape toujours et nous ramène au mur, ouvre la porte et nous chasse en Serbie", raconte Khanniaz, un Afghan originaire de la province de Kandahar.

Ses yeux sont rougis par la fumée d'un feu sur lequel bout une marmite de thé épicé. À un kilomètre du "mur", une quarantaine d'hommes, dont une majorité de mineurs isolés, dorment dans les vestiges d'une ancienne ferme collective. Sameen, 15 ans, arrivé il y a trois mois, a été reconduit en Serbie après avoir été repéré dans un camion. Arrêté en même temps que plusieurs autres adolescents, Sameen s'est vu prendre ses empreintes digitales par les autorités hongroises. Cette procédure, qui prouve sa présence sur le sol européen, aurait dû empêcher son renvoi en dehors de l'espace Schengen.

Violences physiques et psychologiques

À Budapest, au quartier général de la police, on n'y voit rien à redire. C'est la méthode légale. "Si une personne est arrêtée et souhaite déposer une demande d'asile, la police hongroise l'aide. Le seul moyen de demander la protection internationale est de passer par les zones de transit qui sont de l'autre côté du mur. La police hongroise va donc l'emmener à la frontière et lui montrer du doigt le chemin qu'il faut suivre pour aller demander la permission d'entrer dans les zones de transit", décrit le lieutenant-colonel Gergely Czukor. L'usage de la violence (qui doit toujours être proportionnel) n'est pas proscrit. "Violier la frontière, et donc la loi, est un acte de violence. Il n'est donc pas impossible que les forces de l'ordre en fassent l'usage, par exemple lorsqu'elles en éloignent les gens", avance quant à lui le porte-parole du gouvernement, Zoltan Kovacs. Avant de préciser immédiatement: "Je peux vous assurer que, depuis trois ans, nos policiers ont accompli leurs devoirs sans violences."

Des propos démolis par Médecins sans frontières, dont les données médicales et de santé mentale ont mis en exergue les violences perpétrées par les forces de l'ordre. Les migrants de la ferme de Selevenjske pustare confirment. "Parfois la police nous bat, parfois pas. Ce n'est pas systématique", explique Khanniaz, selon lequel les bastonnades étaient plus récurrentes durant l'hiver 2017.

Clash entre législations

Frontex a relevé trois incidents (SIR, dans le jargon, pour serious incidents reports) à la frontière serbo-hongroise en 2016 et 2017. Pour rappel, l'agence doit obéir aux législations européennes et nationales (du pays hôte dans lequel elle opère). Or le refoulement, interdit par les lois européennes, est autorisé en Hongrie. "On ignore ce qui se passe quand une législation se heurte à une autre. Quel est le mécanisme pour résoudre un tel conflit d'intérêts? En existe-t-il un? Probablement pas. Auparavant, Frontex parvenait à contourner cela en étant absente de la zone de huit kilomètres où les pushback étaient légalisés. Mais depuis que cette zone a été étendue à l'entière du territoire (depuis mars 2017, toute personne entrée sans autorisation sur le sol hongrois et qui est arrêtée est reconduite à la frontière serbo-hongroise, NdLR), je ne vois pas comment l'agence peut résoudre cette question", relève Andras Lederer, du Comité d'Helsinki. Quoique... "Si j'étais un décideur chez Frontex, je placerais des officiers 24h/24, 7j/7 aux portes de la frontière, pile poil où ont lieu les refoulements. Ils seraient témoins de ce phénomène. Je pense que ça pourrait faire une différence", propose-t-il.

De son côté, le directeur exécutif de Frontex répond que la présence d'un corps européen permet d'homogénéiser les pratiques et les comportements éthiques. "Quand on me signale des incidents, je me pose toujours cette question: parle-t-on d'un système mis en place qui bafoue un ensemble de droits fondamentaux? Ou d'errements d'individus ou d'un groupe d'individus qui ont commis des actions illégales?" interroge Fabrice Leggeri. "Si c'est la deuxième option, il existe des sanctions disciplinaires, des formations, etc. Si c'est la première, cela devient une question politique et il appartient à la Commission européenne, en tant que gardienne des traités, de décider comment elle peut traiter cela de manière politique." Vu la légalité des refoulements en Hongrie, on a tendance à pencher pour cette option-ci.

S.F.